LES ENJEUX

LÉGISLATION NATIONALE

Philippines : vers une interdiction totale des jeux d'argent en ligne ?

Vincent Reynaert

Publié le 16 juillet 2025 . Lecture estimée : 4 min

Alors que de nombreux pays cherchent à encadrer plus strictement les jeux d'argent en ligne, les Philippines pourraient aller bien plus loin. Un projet de loi visant à interdire totalement l'iGaming sur le territoire national est en passe de devenir un sujet central du débat parlementaire.

Un projet de loi déposé par le député Benny Abante visant à interdire totalement les jeux d'argent en ligne est en train de gagner du terrain, soutenu désormais par plusieurs élus du Sénat et de la Chambre des représentants. Cette proposition intervient dans un contexte de tensions croissantes autour de la régulation de l'iGaming et d'un climat politique de plus en plus divisé sur la question.

Le marché philippin des jeux d'argent repose historiquement sur deux piliers : les casinos terrestres, concentrés principalement à Manille, et les jeux d'argent en ligne, y compris via des licences délivrées à des opérateurs étrangers dans le cadre du programme POGO (Philippine Offshore Gaming Operators).

Ce système a longtemps permis aux Philippines de capter des revenus importants via l'accueil de plateformes de jeux ciblant principalement des joueurs situés à l'étranger – notamment en Chine. En 2019, on estimait à plus de 1,5 milliard de dollars la contribution annuelle de ces opérateurs à l'économie locale, entre taxes, locations immobilières, et créations d'emplois.

Mais ce modèle est aujourd'hui remis en cause. Depuis 2023, le gouvernement a ordonné la fermeture progressive des POGOs, accusés d'être liés à des réseaux criminels, de favoriser le blanchiment d'argent, et de poser des problèmes de souveraineté. La fermeture officielle de tous les POGOs a été actée début 2024, mettant fin à une ère mais laissant en suspens la place de l'iGaming dans le paysage réglementaire national.

Une proposition d'interdiction totale qui gagne en popularité

Pasteur et politicien philippin, Benny Abante est aussi un farouche opposant à l'iGaming

Dans ce contexte tendu, le projet de loi 1876, déposé par le représentant Benny Abante, propose une interdiction totale des jeux d'argent en ligne et des paris hors site.

> *" "Les jeux d'argent en ligne ne sont pas seulement un vice, ce sont un virus. Ils dévorent le tissu moral de notre société, sapent nos valeurs et ruinent les finances des familles" alerte Benny Abante. "*

Ce discours alarmiste trouve un écho auprès d'autres figures politiques influentes, dont le sénateur Raffy Tulfo, qui a déclaré vouloir déposer une proposition similaire au Sénat. Refusant l'approche consistant à simplement renforcer la régulation, Tulfo milite pour une interdiction pure et simple de l'ensemble des formes de jeux en ligne.

Il va même plus loin en appelant le président Ferdinand Marcos Jr à prendre la mesure de ce qu'il qualifie d'"épidémie de dépendance aux jeux en ligne". Tulfo réclame aussi que l'autorité de régulation nationale, PAGCOR, interdise toute publicité pour les jeux d'argent, estimant que certains responsables publics pourraient être liés à la prolifération rapide de ce marché.

PAGCOR entre deux feux

Le PAGCOR, l'autorité de régulation des jeux d'argent aux Philippines est également un opérateur.

Le régulateur national PAGCOR (Philippine Amusement and Gaming Corporation) se trouve dans une position délicate.

D'un côté, il a ordonné le retrait de toutes les publicités pour les jeux d'argent dans les espaces publics, et soutient des mesures de renforcement de la régulation. De l'autre, il s'oppose fermement à une interdiction totale, craignant un déplacement massif de l'offre vers le marché noir.

Cette crainte est partagée par certains observateurs du secteur, qui redoutent que l'interdiction des canaux légaux ne favorise le développement de plateformes illégales, souvent opérées depuis l'étranger, et plus difficiles à contrôler.

Une décision imminente aux enjeux multiples

Alors que le débat continue de diviser la classe politique, les prochaines semaines seront décisives. Si le projet d'interdiction venait à être adopté, les Philippines rejoindraient la liste des pays asiatiques ayant opté pour une ligne dure contre l'iGaming, à l'instar de la Chine, de l'Inde (dans certains États), ou encore de la Corée du Sud.

Pour l'instant, le pays oscille entre la volonté de préserver les recettes fiscales générées par le secteur et celle de protéger ses citoyens contre les risques sociaux liés à la dépendance. Une équation complexe, dont l'issue pourrait redéfinir en profondeur l'avenir des jeux d'argent aux Philippines.